



M. l'Inspecteur d'académie,

La FSU 50 exprime sa profonde solidarité avec notre collègue agressée dans un collège de Sanary-sur-Mer ainsi qu'avec l'ensemble de la communauté éducative de l'établissement. Nous lui adressons tout notre soutien et espérons de toutes nos forces son rétablissement alors que son pronostic vital est engagé.

Ces agressions qui se répètent depuis quelques années ne peuvent être ni banalisées ni instrumentalisées. Elles posent une question essentielle : celle des conditions d'exercice des personnels de l'Education nationale et du climat scolaire, dans un contexte de dégradation continue des moyens humains et éducatifs.

Or le RSST du département regorge de plus en plus de situations de violences d'élèves dans nos classes qui pourraient dériver vers des gestes encore plus brutaux. La prise de conscience du sous-encadrement éducatif est particulièrement lente et on en est encore, entre les murs des beaux bureaux, à justifier l'insuffisance des moyens accordés à l'éducation nationale par la démographie. La baisse démographique aurait dû être l'occasion d'alléger les effectifs qui restent parmi les plus chargés d'Europe. Or il n'en est rien et l'inclusion en souffrira d'autant plus tout comme les personnels AESH qui font ce qu'ils.elles peuvent pour la permettre sans reconnaissance en retour par le biais d'un véritable statut de catégorie B.

Or il y a urgence. Il faut rompre avec les politiques qui œuvrent à la fragilisation de l'école publique au détriment des élèves, des personnels et de l'égalité territoriale. Les flatteries épistolaires d'un ministre ne dissimulent pas la dure réalité des faits.

Le budget 2026 acte la suppression de 1365 emplois dans le second degré public. La saignée devait même être plus importante puisque dans un grand cafouillage, le ministère a rétabli 435 postes ! Dans notre académie normande, nous aurons donc 272 « sentinelles de la raison » en moins à la rentrée 2026 : 135 dans le premier degré et 118 dans le second degré. Pour les collèges de la Manche, 15 « bâtisseurs de notre avenir commun » sont supprimés et manqueront à la rentrée 2026. Pour 1733 élèves de moins depuis 2015, 2367 HP ont été retirés à la dotation départementale soit 1 poste pour 11 élèves de moins ! Nous sommes bien « les témoins d'un monde qui s'en va ».

Le resserrement du calendrier des opérations de préparation de rentrée en raison du vote tardif du budget ne doit pas se traduire dans les établissements par un nouveau recul de la démocratie interne. Quelques personnels de direction font le choix depuis plusieurs années de ne pas présenter la répartition de la DHG au conseil d'administration le renvoyant à la veille des vacances d'été. Ces pratiques autoritaires altèrent le climat de travail dans les EPLE et génèrent une souffrance supplémentaire dont les personnels n'ont vraiment pas besoin. Nous espérons un soutien sans ambiguïté de la direction académique sur ce point afin que soit respectée l'obligation de vote du TRMD dans les conseils d'administration des collèges et lycées avant leur remontée.

La FSU cependant se félicite du recul sur la réforme « choc des savoirs » imposée contre la communauté éducative. Le ministère a été contraint d'écouter, certes tardivement, les personnels : les groupes de niveaux, réforme de tri social, ne sont enfin plus obligatoires en collège. Cela devrait servir de leçon pour la suite : réformer l'Ecole contre l'expertise de celles et ceux qui la font, ces « sentinelles de la raison », n'est pas possible ! Le rétablissement de l'enseignement de la Technologie en 6° s'impose aussi. Cette suppression a rompu la continuité des apprentissages et les enjeux du numérique devraient plutôt conduire à renforcer cet apprentissage au collège. « Il vous revient la tâche immense de préparer nos enfants à maîtriser ces outils pour ne pas être asservis par eux ... » nous dit pourtant le ministre dans sa lettre. Nous vous alertons, M. l'inspecteur d'académie sur les conditions de travail dégradées des enseignant.es de technologie et leur souffrance face à cette décision qui n'a jamais été comprise !

Par ailleurs, la tempête Gorette a entraîné des dégâts sur les établissements scolaires principalement au collège des Provinces à Cherbourg. La FSU espère que les travaux de réparation et de consolidation se feront de façon sécurisée pour les élèves et les personnels et surtout plus rapidement que pour le collège Prévert de Coutances qui subit encore les désagréments de travaux qui désorganisent le collège depuis le passage de Ciaran en ... 2023. Plus généralement, l'état du bâti scolaire commence à inquiéter dans le département et ne contribue pas à l'attractivité des collèges publics auprès des usagers.

Si « notre avenir commun se joue, chaque jour, dans {nos} classes », alors il est grand temps de redonner à l'Ecole publique, laïque et obligatoire les moyens de fonctionner. La FSU 50 restera donc mobilisée et combative dans les établissements pour obtenir des moyens nécessaires pour une autre rentrée et exige notamment :

- l'annulation de toutes les suppressions d'emplois de professeurs ;
- des créations d'emplois en enseignant.es, CPE, PsyEN, AED et AESH ;
- des moyens à la hauteur des besoins pour améliorer les conditions d'étude des élèves et de travail des personnels.

Cela commencera dès **le mercredi 11 février**, en protestant contre les suppressions de postes et les conditions insupportables de la rentrée 2026, avec l'Intersyndicale (FSU, FNEC-FP-FO, Se-UNSA, CGT Educ'action, Sud Education, CFDT et SNALC) en appelant tous les collègues à se rassembler **devant les deux rectorats de Rouen et de Caen à 15h**.